



FONCTION PUBLIQUE

Manifestation du 22 mars 2018 5 000 manifestants à Angers, dont 1 200 FO

*Prise de parole de Magali Lardeux,
secrétaire de la FNEC-FP-FO 49
pour l'Union Interfédérale des Agents de la Fonction pu-
blique FO de Maine et Loire*

Chers camarades, chers collègues,

Après avoir subi des années d'austérité, nous sommes aujourd'hui confrontés à une autre dimension dans l'ampleur des attaques !

- Après la mise en place du jour de carence...
- Après la confirmation du gel des salaires...
- Après l'augmentation de la CSG...

Le gouvernement franchit une étape supplémentaire en annonçant un plan de « départs volontaires » de 120 000 fonctionnaires ! »

L'objectif du gouvernement avec « CAP 22 » est clair :

Il faut, dit le ministre Darmanin, « **transférer des missions de service public au secteur privé, voire abandonner des missions afin d'assurer des économies durables et structurelles** ».

Alors que dans tous les secteurs de la fonction publique, tous touchés par les politiques d'austérité depuis des années, les revendications se multiplient et deviennent urgentes, alors que nous sommes confrontés à une dégradation sans précédent de nos conditions de travail, on nous explique que ça va taper fort... très très fort !

Car la « transformation de l'action publique », ce n'est rien d'autre que la destruction de pans entiers des services publics !

C'est cette logique qui conduit le gouvernement à s'attaquer au statut des cheminots : ce qui est prévu c'est l'ouverture à la concurrence, impossible avec le maintien des droits et acquis des salariés de la SNCF...

La destruction des services publics c'est déjà le manque de lits dans les hôpitaux, de places dans les Universités, la fermeture de dizaines de trésoreries, la fusion de dizaines et dizaines de communes de collectivités territoriales. La fin programmée du Bac, la sélection à l'entrée des universités, les projets éducatifs territoriaux pour les écoles qui de-



Magali Lardeux

viennent des écoles différentes par territoire...

Que des personnes meurent aux urgences, que les enfants handicapés n'aient plus accès à un enseignement adapté, que l'accès aux services publics devienne impossible ?... **Peu importe quand il faut donner des gages aux institutions internationales et assouvir les demandes des spéculateurs...**

Seul le rapport de force pourra les arrêter !

Le ministre de l'Éducation a estimé lundi 19 mars sur RTL : « » on n'a pas besoin de grève en France, on n'a absolument pas besoin de grève pour se parler (...), les réformes sont « bien comprises ».

Pour FO, au contraire, faire grève devient indispensable si, systématiquement, quand nous parlons, nous ne sommes pas entendus ! »... quant aux contre-réformes, OUI leurs objectifs (!) sont bien compris :...

Vouloir substituer au statut le contrat, c'est une attaque frontale et sans précédent contre le statut général des fonctionnaires, **c'est aussi une remise**

en cause des principes et valeurs essentielles de la République assurés par la Fonction publique laïque et républicaine dans tout le pays !

Mais les mobilisations massives de ces dernières semaines expriment la volonté de résistance des salariés face à une fin de non-recevoir sur toutes les revendications et une volonté de passage en force systématique.

Les prisons, les EHPAD, le secteur de l'énergie où 80 % des personnels du secteur hydraulique étaient en grève la semaine dernière contre la privatisation des barrages, les retraités au nombre d'un millier dans les rues d'Angers le 15 mars parmi les 2000 manifestants.... Ces mobilisations massives se concentrent toutes aujourd'hui jeudi 22 mars !

Pour FO, la situation rend indispensable de proposer à la discussion partout la question du rapport de force à mettre en place pour gagner !

Les manifestations de ce jour dépassent largement le seul cadre de la fonction publique !

La destruction du statut de la Fonction publique

n'est autre que le pendant de la destruction du Code du travail pour les salariés du privé... Loi Travail puis Statut : chacun son tour !...

C'est donc avec tous les salariés du pays qu'il faut discuter des moyens à mettre en œuvre pour faire reculer le gouvernement.

Public, privé, tous unis !

Amplifions les AG dans les services, les écoles, les établissements, dans tous les secteurs pour réaffirmer les revendications et discuter de l'action efficace et du tous ensemble !

Ne vaut-il pas mieux trois semaines de grève que la privatisation de nos services publics ? Ne vaut-il pas mieux des journées de grève qui se succèdent que de poursuivre dans ces conditions, que de laisser les mains libres au gouvernement pour aller toujours plus loin ? À l'inverse, faire reculer le gouvernement sur sa politique n'ouvrirait-il pas la voie à la satisfaction de toutes les revendications ?

